

Les sociologies nationales entre l'interdisciplinarité et la science transnationale :

Quelques réflexions du point de vue des « petites sociétés »¹

Svetla Koleva

Institut de sociologie **rattachée** à l'Académie bulgare des sciences, Sofia

L'interdisciplinarité et l'internationalisation des connaissances à l'œuvre dans l'éducation, l'enseignement supérieur et la recherche d'aujourd'hui sont des faits incontestables. Ces deux tendances dont la force et l'étendue augmentent sans cesse définissent non seulement le contexte d'existence des sciences contemporaines mais aussi les exigences et les critères de leur développement (Fourez, 2002; Kazancigil et Makinson, 2001; Klein, 1990; Pivot et Leroy, 2001; Rafie, 1996; Resweber, 2000; UNESCO, 1983; Wallerstein, 2004). On observe leurs entrecroisements et on subit leurs conséquences tant sur les plans épistémologique et méthodologique qu'institutionnel, politique et organisationnel. Eu égard aux convergences disciplinaires et à l'imposition d'une science dite transnationale, l'actuelle situation de la sociologie soulève plusieurs questionnements.

Est-il nécessaire de porter une attention particulière aux pratiques nationales de la sociologie lorsque l'internationalisation de la science s'impose irréversiblement dans l'expérience de toutes les disciplines? L'examen des sociologies nationales a-t-il encore un sens, au moment où les scènes internationales globales deviennent de plus en plus des lieux d'échange sélectif et de constitution d'orientation et de thématiques particulières communes? Comment préserver la pertinence sociale des recherches nationales en sociologie au regard des contraintes des revues de renommée internationale qui restent indifférentes aux préoccupations nationales des chercheurs en provenance de petits pays? Les langues nationales sont-elles conciliables dans l'articulation des valeurs académiques et du devoir civique de chaque chercheur avec l'anglais qui s'impose comme la langue de

¹ Ce texte reprend les idées principales de l'article « Sociologie, interdisciplinarité et internationalisation de la connaissance scientifique : repenser les frontières » publié en bulgare (Koleva, 2007), mais les resitue et les explore dans une autre perspective, soit celle des « petites sociétés ».

communication commune? Quels sont les impacts de la gestion supranationale des fonds de recherche sur le développement tant intellectuel qu'institutionnel des communautés sociologiques exerçant le métier dans un contexte national? Enfin, qu'est-ce que la réflexion sur ces questions à partir des ensembles sociétaux et sociaux non hégémoniques sur les plans politique, économique, culturel et scientifique pourrait apporter à la fois à l'autoexamen de la pratique sociologique contemporaine et à la saisie de la réalité des « petites sociétés »?

Telles sont les questions qui seront au centre de ce texte. En mettant en regard la problématique des sociologies nationales dans le contexte d'interdisciplinarité et d'internationalisation des connaissances et le potentiel heuristique du concept de « petites sociétés », nous allons essayer de proposer quelques éléments de réponse. Pour y arriver, nous nous concentrons d'abord sur la façon dont les processus d'interdisciplinarité et d'internationalisation travaillent les sociologies nationales. Puis, après avoir mis en évidence les caractéristiques de ces processus, nous tenterons de mieux cerner les petites sociétés qui, sur le plan méthodologique, pourraient constituer ce prisme à travers lequel les enjeux épistémologiques de la sociologie contemporaine deviendraient plus clairs et plus visibles.

Pour décrire le sort contemporain des sociologies nationales qui, bien qu'étant depuis toujours à la fois produits et parties prenantes du développement international de la discipline, se retrouvent dans une situation fort différente de celle de leur évolution précédente, nous examinerons un cas de figure révélateur des processus de recomposition et de restructuration de l'espace scientifique en sciences sociales, soit les Programmes-cadres de recherche de l'Union européenne. Lancés en 1984, ils sont appliqués depuis déjà plus de 20 ans et ont donné lieu à ce qu'on appelle *l'Espace européen de la recherche*, dont le 6^e Programme-cadre (2003-2007), qui vient de s'achever, est à la fois porteur, garant et instrument. La conception de *l'Espace européen de la recherche* vise à surmonter les frontières tant nationales que disciplinaires du travail de recherche. Quelles sont les conséquences de la mise en œuvre de cette conception et de ses exigences normatives quant au processus de connaissance et à la structure disciplinaire des sciences sociales?

C'est le projet européen « *Towards an European Research Area – How to Achieve European Added Value in Transnational and Interdisciplinary Socio-economic Research, Lessons learned from 4th and 5th FR Projects*² » qui nous servira de principale source d'information et de référence pour poursuivre notre questionnement. Ce projet a été réalisé en 2002 et ses résultats ont été publiés en 2005 dans le livre *Building the European Research Area : European Socio-Economic Research in Practice* édité sous la direction de Michael Kuhn et Svend Otto Remøe. Nous utiliserons ici le titre abrégé que l'équipe a donné à ce projet, à savoir « Dimension européenne ». Il y a au moins trois raisons essentielles pour ce choix d'« observatoire » des processus en question. Premièrement, présentant les résultats du projet d'évaluation des projets socioéconomiques subventionnés dans le cadre du quatrième et du cinquième Programme-cadre, l'équipe se propose d'étudier le rapport entre les divers objectifs de la politique européenne en matière de recherche en tenant compte de l'accent mis sur les sciences sociales. Sont analysés 216 des 276 projets socioéconomiques subventionnés dans le cadre du quatrième et du cinquième programme. Donc, cette étude offre un tableau assez exhaustif de la politique européenne en sciences sociales, un tableau qui relève d'un contexte institutionnel bien défini et d'un objectif stratégique – celui de réaliser de la valeur européenne ajoutée (VEA). Deuxièmement, l'équipe se lance dans une « méta-réflexion de notre activité de recherche » à travers le prisme de trois dimensions de la VEA, à savoir l'interdisciplinarité, la transnationalité et l'aspect appliqué, faisant ainsi une autoréflexion de la pratique européenne de recherche dans la mesure où ces trois dimensions traduisent les projections pratiques des exigences normatives de la politique scientifique de l'Union européenne. Troisièmement, l'équipe analyse ce « processus de création de valeur » afin de proposer à l'Union européenne certains éléments de sa politique de recherche qui pourraient accroître l'efficacité des sciences sociales. L'efficacité consiste à rendre l'Union européenne plus innovatrice, plus compétente et plus compétitive sur le plan international. Bien que non objectivées dans des décisions et des mesures institutionnelles concrètes, les conclusions et les

² Ce projet constitue une initiative accompagnant le 5^e Programme-cadre intitulé « Développement du potentiel humain ».

recommandations de l'équipe peuvent être utilisées dans l'analyse des conséquences possibles de leur application.

À travers l'analyse de l'équipe, nous observons tout d'abord un glissement du centre thématique des recherches des problèmes nationaux à des problèmes transnationaux, voire européens. Dans l'introduction du livre, les auteurs soulignent déjà :

National research perspectives that focus on national socio-economic environments as well as cross-national comparisons within the European Community have clear limitations. In contrast, the new transnational perspective guiding socio-economic research under EU-research programmes, addresses not only national and regional challenges, but also supra-national challenges that different societies face differently as well as jointly. This point reference is reflected in the formulation of research objectives as well as in the exploitation and application of research outcomes (Kuhn and Remøe, 2005, p. 4).

La dimension européenne du problème satisfait à la fois les exigences de transnationalité et d'application des résultats (European Commission, *Guide for Proposals*, 5FP) car en tentant de résoudre des problèmes au plan européen, le résultat escompté est plus que la somme des résultats des projets nationaux. Mais lorsque les problèmes locaux sont considérés comme une manifestation des priorités européennes ou comme leur faisant obstacle, la perspective européenne du problème commence à brouiller sa dimension locale ou nationale. Et dépourvu de ses dimensions locales, l'objet d'étude de la sociologie, qui est par excellence science des contextes, pourrait modifier le contenu ou les raisons d'être de la discipline en la transformant en rhétorique idéologique, d'abord parce que la méconnaissance des contextes rend impossibles tant le rapport entre objectivité et pertinence que les transferts cognitifs d'un contexte vers un autre comme condition pour obtenir un résultat généralisant; ensuite, parce que ne chercher à valider un savoir obtenu sur le plan transnational qu'à travers son application dans des contextes différents est de l'ordre de l'ingénierie sociale autolégitimatrice qui reproduit des modèles hors du rapport aux processus « ici et maintenant ». Autrement dit, la prémisse qui oppose les deux termes de la relation entre problèmes européens et problèmes

nationaux nous conduit à un renversement, pour ne pas dire une déformation, de la perspective épistémologique. Si dans la tradition jusqu'à maintenant le problème était de savoir comment en étudiant les contextes, nous pourrions produire des connaissances à validité générale et à valeur universelle, les recherches dites européennes se désintéressent de l'épistémologie, guidées qu'elles sont par l'intérêt pragmatique de trouver des solutions communes applicables dans différents contextes par les institutions nationales et les utilisateurs des recherches. La spécificité de la décision est cherchée dans sa mise en application, et non pas dans son processus de production. Sur le plan cognitif, cela signifie que le contexte de production des savoirs et celui de leur réception sont non seulement séparés, mais que de surcroît cette caractéristique structurelle que Bourdieu considère comme inévitable (Bourdieu, 2002, p. 4), n'est pas problématisée par les chercheurs.

L'équipe nous rend témoins aussi de la mort annoncée des disciplines ou plutôt du mode de production de connaissances disciplinaires. Le point de départ est de nouveau une différenciation poussée à l'extrême sur laquelle repose la politique de recherche de l'Union européenne. On postule deux principes distincts d'organisation de la connaissance scientifique aux plans national et européen : « disciplinaire » et *problem-oriented research*. Ces deux principes sont présentés comme radicalement opposés. À la différence de la structure disciplinaire de la connaissance scientifique encore propre à chaque pays – produit et héritier du processus de différenciation et d'émancipation des sciences modernes à la fin du XIX^e siècle –, l'organisation contemporaine de l'activité de recherche centrée sur des problèmes et des projets est liée à des problèmes qui ne sont pas définis par la communauté scientifique et dépassent les frontières nationales et disciplinaires. Selon les auteurs, « la complexité des problèmes européens de recherche » dépasse les compétences tant des disciplines que des communautés scientifiques nationales. Bien plus, l'expérience interdisciplinaire au plan national « basée sur les disciplines existantes et leurs réseaux de savoir » ne peut s'appliquer aux problèmes européens qui ne peuvent être résolus que par un nouveau type de dialogue international entre différents détenteurs de connaissances, scientifiques et non scientifiques. Cette séparation, pour ne pas dire opposition, du national et du transnational est sans doute le reflet de la profonde restructuration de l'espace scientifique à l'œuvre dans les pays les

plus avancés depuis les années 1990 et conceptualisée par les deux modes de recherche, à savoir « mode 1 », soit le traditionnel mode académique, et « mode 2 » ou encore « triple hélice » construits autour d'un problème et d'une équipe de détenteurs de connaissances mixte (Gibbons *et al.*, 1994; Barré, 2004; Shinn, 2002)³. Derrière tout cela, on a du mal à voir la moindre préoccupation pour le sort des disciplines dans différents types de sociétés, avancées ou moins avancées, sans parler des « petites sociétés ». Les sociétés ne sont considérées que dans ce mouvement de transition général et généralisé de la société industrielle à l'économie de l'innovation et à la « société de la connaissance ». Et l'on se heurte ici à un autre paradoxe d'ordre épistémologique : on surévalue le contexte comme source de problèmes, mais on le sous-estime comme lieu de vérification des hypothèses concernant ces problèmes. On le surévalue comme lieu d'application des solutions conçues hors contexte (sur le plan transnational), mais on le sous-estime comme lieu générateur et espace d'argumentation des solutions.

Pourtant, vue de son propre contexte d'exercice, la pratique sociologique dans chaque pays se présente sous un jour différent. Dans cet article, nous ne nous attarderons que sur le cas des pays d'Europe centrale et de l'Est qui peuvent tous être envisagés comme de « petites sociétés » dans la mesure où ils n'ont jamais occupé une place hégémonique dans l'histoire globale (Thériault, 2006-2007)⁴. Nous nous appuyerons sur l'évaluation que les communautés sociologiques de dix pays de la région font de l'évolution et de l'état de la discipline dans leur pays respectif (Kaase, Sparschuh and Wenninger, 2002)⁵. Si nous essayons de dresser un tableau général de la discipline dans

³ Il y a une légère différence interprétative entre les deux modèles de production scientifique connus comme *mode - 2* et *triple hélice*. Si le premier considère la transformation contemporaine du processus de connaissance comme une coopération transdisciplinaire pour résoudre un problème donné (Gibbons *et al.*, 1994 ; Gibbons, 2000), le deuxième tient les réseaux d'acteurs (scientifiques, politiques, industriels, économiques) pour le moteur principal de la production des connaissances scientifiques (Leydesdorff and Etzkowitz, 2000).

⁴ Pour mieux scruter « la position épistémologique, paradigmatique, que la "petitesse" impose », Joseph-Yvon Thériault met en avant la dimension non hégémonique propre aux petites sociétés. Elles sont « des sociétés dont les institutions, qu'elles soient politiques, culturelles ou économiques, ne définissent pas l'ordre du monde. Sociétés non hégémoniques également dans l'ordre du savoir car les connaissances qu'elles produisent n'acquièrent pas une reconnaissance universelle immédiate, ne sont pas spontanément acceptées comme un patrimoine de l'humanité » (Thériault, 2006-2007, p. 91).

⁵ Il s'agit de nouveau d'un projet européen « *The State of the Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe* » qui fait partie du 5^e Programme-cadre de la Commission européenne « *Improving the Human Research Potential and the Socio-economic Knowledge Base* » dirigé par Max Kaase et Vera Sparschuh. Dix pays y participent : la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne,

ces « petites sociétés » à partir des constats et des jugements de ses représentants, plusieurs traits communs ressortiront.

Tout d'abord, la recomposition des cadres thématique et organisationnel de la recherche entraîne des modifications dans le processus même de construction et de production des connaissances scientifiques. Les objectifs des recherches dites européennes traduisent souvent les priorités communes pour la science, politiquement prédéfinies et administrativement sanctionnées par les programmes-cadre de l'Union européenne, ce qui, au plan national, s'exprime par une légère redéfinition des projets locaux afin de participer au « chœur des élus ». Le commun l'emportant sur le particulier, des pans entiers de la variante locale d'un problème européen restent refoulés, occultés, écartés. Qui plus est, la mise en commun des indicateurs, des variables et des cadres explicatifs formulés par l'équipe maître du projet, sans qu'il y ait débat avec les autres participants, condamne les particularités locales à ne jamais être appréhendées ni étudiées (Némedi and Robert, 2002). Cette neutralisation des problèmes locaux présentés sous forme d'équivalents est-européens des problématiques formulées par rapport au contexte occidental empêche évidemment les comparaisons transnationales, jadis très sollicitées en sociologie (Tamas, 2002, p. 383). La question de la pertinence sociale des recherches nationales se trouve aussi liée aux contraintes des revues de renommée internationale qui restent indifférentes aux préoccupations nationales des chercheurs. Il en résulte que la sociologie, en tant que science, dans un petit pays devient de plus en plus déconnectée de la réalité de sa propre société à cause des critères de promotion universitaire qui valorisent la publication dans les grandes revues internationales.

L'analyse de l'évolution du corpus théorique, conceptuel et méthodologique de chaque sociologie nationale à travers les influences et échanges internationaux fait ressortir d'autres particularités communes des pratiques scientifiques nationales inscrites dans l'espace européen de recherche. Une sorte de marginalisation des traditions nationales disciplinaires s'opère au profit des emprunts et de l'incorporation des modèles théoriques conçus et validés dans le champ scientifique occidental. À défaut d'être soumis à une réflexion critique, leur potentiel interprétatif et explicatif s'avère loin d'être

la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie. Pour plus de détails, voir Kaase, Sparschuh and Wenninger (2002) et Koleva (2005).

pertinent, et l'éclectisme conceptuel et l'incohérence théorique règnent dans le travail de recherche (Genov, 2002 ; Kusa *et al.*, 2002 ; Vosyliutė, 2002). Notons également que les rapports entre les sociologies nationales tant sur le plan de la réception et de la diffusion des connaissances que sur celui des contacts institutionnels et professionnels se fondent désormais sur des **proximités géographiques** et **historiques** et sur des **opportunités financières**. Comme les anciens ancrages géopolitiques à l'intérieur de la vieille Europe divisée en deux mondes opposés n'existent plus, chacun de ces petits pays s'insère dans des configurations de partenariats européens et internationaux qui se nouent et se dénouent non seulement en fonction des intérêts scientifiques partagés, mais également, et parfois surtout, en fonction de leur potentiel financier pour effectuer le travail de recherche. Un retour aux anciennes aires de collaboration est tout de même observable depuis les années 2000, en raison sans doute des problèmes posés par les recompositions étatiques de l'espace européen. Les sociologues des pays baltes par exemple qui, dès leur sortie de l'ex-Union soviétique entretiennent des rapports étroits avec leurs homologues scandinaves, se tournent à nouveau de plus en plus vers leurs collègues russes pour étudier et comprendre des problèmes provoqués par l'histoire commune qui travaille le présent. C'est aussi dans cette situation que se trouvent les sociologues slovènes vis-à-vis de leurs collègues serbes, macédoniens, croates, ou les chercheurs tchèques et slovaques les uns par rapport aux autres. Sans pouvoir restituer tout le tableau des collaborations internationales dynamiques et à géométrie variable, il est judicieux de souligner qu'il traduit les influences que les trois grandes aires linguistiques, anglophone, francophone et germanophone, de la sociologie mondiale exercent à travers les itinéraires personnels des sociologues de chaque pays. Cerner et essayer d'expliquer les affinités inter-nationales dans les choix scientifiques demande bien entendu une étude à part. Toutefois, il importe d'évoquer ici un autre trait commun qui a des répercussions inévitables sur l'être et le sens du travail de recherche des sociologues. Par-delà les préférences et les aptitudes linguistiques, comme l'anglais est la langue de communication scientifique, il définit l'éventail des (mal)chances dans les carrières professionnelles, les zones d'influence, les fonds de recherche et met le sociologue dont ce n'est pas la langue maternelle devant le dilemme entre son inscription professionnelle

dans le champ international de la discipline et sa vocation professionnelle d'être lu, compris et attendu dans la langue nationale de ses concitoyens.

Un autre groupe de problèmes relevés par les chercheurs originaires de ces pays gravite autour de ce qu'ils appellent des « nouvelles asymétries Est-Ouest » ou la « nouvelle colonisation ». Il s'agit de formes d'organisation du travail scientifique dans le cadre des projets internationaux qui réservent un « rôle auxiliaire de fournisseurs de données » aux chercheurs en provenance de ces pays, qui réduisent les discussions entre collègues à des questions organisationnelles et techniques de la recherche en cours, bref qui contribuent à la « Mcdonaldization » de la profession sociologique.

Étant donné ces conditions de travail, il n'est pas étonnant que les communautés sociologiques nationales s'insurgent contre ce type de collaboration internationale.

The small sociologies on the Central Eastern European periphery [...] are almost exclusively oriented toward the « big » Atlantic sociological communities [...]

Sociologists are often torn between two conflicting demands. Should they respond to the standards set by the international sociological community, or should they contribute to the national discussion of public issues at home and to the enlightenment of « their » civil society? The role models created more than a hundred years ago, which stress the local vocation of sociology, are breaking down. The tensions are particularly strong in the « small » national communities on the European periphery. We suppose that these problems will come to the fore in the beginning second century of academic sociology (Némedi and Robert, 2002, p. 448).

Within a small social system and a small scientific community, certain phenomena of « inbreeding » – such as clientism, nepotism, and old-boys' networks – are likely to occur. [...] The further erosion of theoretical (self)-reflection can lead to the establishment of a pragmatic « social engineering » approach and the neglect of the greater public interest (Adam and Makarovic, 2002, p. 544).

En somme, les « chances cognitives de la sociologie est-européenne », c'est-à-dire ces chances d'améliorer la compréhension de la réalité sociale dans la région, tombent à l'eau, comme l'avoue sans ambages une équipe de chercheurs hongrois (Csepeli *et al.*,

1966), étant fort conscients du faible impact épistémologique que peuvent avoir les « petites » sociétés est-européennes dans le nouveau contexte de production scientifique à la fois internationale et interdisciplinaire.

En guise de conclusion

La tentative d'approfondir la conceptualisation idéal-typique des petites sociétés à travers les situations de travail scientifique relevées ci-dessus fait ressortir des aspects de la réalité empirique des petites sociétés qui n'ont pas été abordés dans les analyses qui nous sont connues, ainsi que des changements dans la posture épistémologique de la recherche sociologique.

Tout abord, le contexte de dépassement des frontières nationales et disciplinaires en sciences sociales met en exergue la place et le rôle des petites sociétés grâce justement à l'ébranlement du statut épistémologique du contexte, même si l'on continue à percevoir les petites sociétés à travers le prisme des États-nations. La tendance à instituer le contexte en simple lieu de résolution des problèmes sociaux (santé, vieillissement, environnement, risques, etc.) par les interventions transdisciplinaires, transnationales, transexperts et fondées sur un raisonnement « empirico-rationnel » (et non sur l'explication « hypothéticodéductive ») relègue les petites sociétés au rang de **réceptacles** des solutions et leur enlèvent le rôle, quoique limité dans le cadre de leur existence, de créateurs de solutions. Ce tourbillon « trans-quelque chose » ne reste-t-il pas profitable qu'à certains représentants des communautés scientifiques nationales?

Ensuite, la langue comme une des dimensions possibles de la petite société ne saurait être la seule révélatrice de ce qu'est une petite société. Les trajectoires particulières des sociologies nationales montrent bien que parler une langue diffusée à l'échelle mondiale aide mais ne modifie pas la posture d'être une petite société (probablement la rend plus souple et moins **lourde/exigeante**). On pense ici au Québec, à la Belgique ou à la Suisse par rapport à la France. En même temps, parler une langue restreinte ne fait que s'ajouter aux multiples facteurs qui maintiennent le décalage entre aspirations professionnelles et engagements sociaux dans une petite société. Cela se traduit, entre autres, par les investissements accrus en temps, en formations, et en argent

qu'est obligé de faire un chercheur dont la langue maternelle ne fait pas partie des « world languages » par rapport à son homologue occidental, ne serait-ce que pour assurer le fragile équilibre entre les reconnaissances des pairs et l'apport professionnel à la cité.

Enfin, et ce n'est pas la moindre caractéristique. Comme les grandes sociétés, les petites sociétés vivent certes dans un réseau d'interdépendances, mais elles occupent rarement les **rôles de direction** ou **d'orientation**. La question cruciale restera, au moins pour l'avenir proche, de savoir comment transformer la position non hégémonique en source et ressource de développement.

Ces quelques éléments que l'analyse de la pratique de recherche en sciences sociales à l'échelle internationale et aux alliances interdisciplinaires nous a permis de dégager peuvent être utilisés dans la description et l'interprétation des cas concrets de petite société. Seront-ils pertinents? Comme l'explique bien Jacques Coenen-Huther : « La congruence avec des faits empiriquement observables est du domaine du possible mais ce sont les écarts constatés entre la réalité et le type idéal qui ont les vertus heuristiques décisives » (Coenen-Huther, 2007, p. 32).

Bibliographie

- ADAM, Fr. and M. MAKAROVIC. 2002. « Sociology-Slovenia », dans M. Kaase, V. Sparschuh and Agnieszka Wenninger (dir.), *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 536-547.
- BARRÉ, R. 2004. « Le nouveau contrat entre la science et la société post-moderne : l'avènement de la recherche de mode 2 », *Natures, Sciences, Sociétés*, Vol. 12, p. 52-55.
- BOURDIEU, P. 2002. « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, p. 3-8.
- COENEN-HUTHER, J. 2007. « Classifications, typologies et rapport aux valeurs », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLV, n° 138, p. 27-40.
- CSEPELI, G., A. ÖRKÉNY and K. L. SCHEPPELE. 1996. « Acquired Immune Deficiency Syndrome in Social Science in Eastern Europe », *Replika*, Special issue, p. 111-123.

- EUROPEAN COMMISSION. *Guide for Proposals*, Fourth and Fifth Framework Programmes.
- FOUREZ, G. (dir.). 2002. *Approches didactiques de l'interdisciplinarité*, Bruxelles, De Boeck Université.
- GENOV, N. 2002. « Sociology-Bulgaria », dans M. Kaase, V. Sparschuh and A. Wenninger (dir.). *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 386-404.
- GIBBONS, M. *et al.* 1994. *Production of Knowledge. The Dynamics of Science and Research in Contemporary Societies*, Londres, Sage Publications.
- GIBBONS, M. 2000. « Mode 2 Society and the Emergence of Context-sensitive Science », *Science and Public Policy*, vol. 27, n° 3, p. 159-163.
- KAASE, M., V. SPARSCHUH and A. WENNINGER (dir.). 2002. *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest.
- KAZANCIGIL, A. and D. MAKINSON (dir.) 2001. *Les sciences sociales dans le monde*, Paris, UNESCO.
- KLEIN, J. T. 1990. *Interdisciplinarity: History, Theory, and Practice*, Detroit, Wayne State University Press.
- KOLEVA, S. 2005. « Les sociologies nationales à l'épreuve de la mondialisation : le cas des pays d'Europe centrale et de l'Est », dans J. L. Boucher et J. Y. Thériault (sous la direction), *Petites sociétés et minorités nationales. Enjeux politiques et perspectives comparées*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 81-96.
- KOLEVA, S. 2007. Sociologuia, interdistziplinarost i internatzionalizatzia na nautchnoto poznanie – preosmislyane na granitzite (Sociologie, interdisciplinarité et internationalisation de la connaissance scientifique – repenser les frontières), *Sotziologuitcheski problemi (Problèmes sociologiques)*, n°s 1-2, p. 72-84 (en bulgare).
- KUHN, M. and S. O. REMØE. 2005. *Building the European Research Area. Socio-Economic Research in Practice*, New York, Peter Lang.
- KUSA, Z., B. BUZIK, L. TURCAN and R. KLOBUCKY. 2002. « Sociology-Slovakia », dans M. Kaase, V. Sparschuh and A. Wenninger (dir.). *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 518-535.
- LEYDESDORFF, H. and L. ETZKOWITZ. 2000. The Dynamics of Innovation: from National Systems et “Mode 2” to a Triple Helix of University-Industry-Government Relations, *Research Policy*, vol. 29, n° 2, p. 109-123.
- NÉMEDI, D. and P. ROBERT. 2002. « Sociology-Hungary », dans M. Kaase, V. Sparschuh and A. Wenninger (dir.). *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 437-451.

- PIVOT, A. et P. LEROY. 2001. « La transdisciplinarité: un mythe ou une réalité? » *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 9, n ° 1, p. 66-70.
- RAFIE, M., dir. (1996). *Les sciences humaines : état des lieux*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- RESWEBER, J.-P. 2000. *Le pari de la transdisciplinarité : vers l'intégration des savoirs*, Paris, L'Harmattan.
- SHINN, T. 2002. « Nouvelle production du savoir et triple hélice. Tendances du prêt-à-penser les sciences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1/2 (n^{os} 141-142), p. 21-30.
- TAMAS, P. 2002. « Followers or Activists ? Social Scientists in the Reality Shows of Transformation », dans M. Kaase, V. Sparschuh and A. Wenninger (dir.), *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 376-385.
- THÉRIAULT, J.-Y. 2006-2007. « Petit pays et gouvernance », *Télescope*, n ° 2, p. 89-93.
- VOSYLIUTÉ, A. 2002. « Sociology-Lithuania », dans M. Kaase, V. Sparschuh and A. Wenninger (dir.), *Three Social Science Disciplines in Central and Eastern Europe. Handbook on Economics, Political Science and Sociology (1989-2001)*, Bonn/Berlin et Budapest, GESIS/Social Science Information Centre (IZ) et Collegium Budapest, p. 467-483.
- UNESCO. 1983. *Interdisciplinarité et sciences humaines*, Paris, UNESCO.
- WALLERSTEIN, I. 2004. *The Uncertainties of Knowledge*, Philadelphie, Temple University.